TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CHARLEROI

20 janvier 1898.

ACCIDENT DU TRAVAIL. — ENFANT MUTILÉ. — I. DEVOIRS DU PATRON. — PRUDENCE DU BON PÈRE DE FAMILLE. — MANQUEMENT. — LAMPES DITES « CRASSETS ». — RESPONSABILITÉ. — II. DOMMAGES-INTÉRÊTS. — CALCUL. — CIRCONSTANCES A CONSIDÉRER. — SALAIRE MOYEN. — DOMMAGE MORAL. — REVENU VIAGER. — TARIF.

I. *Les devoirs du patron, spécialement vis-à-vis de jeunes ouvriers, ne sont pas limités par les règlements, mais comprennent toutes les obligations de la prudence normale du bon père de famille; l'art. 420, C. pén., comprend toute espèce d'imprudence, même celles qui ne sont pas expressément prévues par les règlements; le fait que le procédé imprudent est encore usité dans d'autres ateliers similaires est inopérant, la faute des uns ne pouvant légitimer celle des autres.*

Les lampes, dites « crassets », sont éminemment dangereuses lorsqu'elles sont employées remplies de pétrole et qu'elles ne sont pas pourvues d'un couvercle convenablement ajusté (1).

II. *Pour le calcul des dommages-intérêts dus à un enfant victime d'un accident industriel, il est équitable de ne prendre pour base, ni le salaire le plus haut ni le salaire le plus bas, mais une moyenne de l'ensemble des salaires auxquels l'état de santé de la victime, ses aptitudes, le développement normal de la branche d'industrie dans laquelle il travaillait, lui permettraient légitimement de prétendre.*

Il faut tenir compte des éventualités de nature à réduire le salaire; chômage, accidents, maladies, et du fait que si la victime a dû subir l'amputation de la jambe, elle pourra néanmoins se procurer certaines ressources.

Il faut, outre le préjudice matériel, réparer le préjudice moral résultant des souffrances physiques et de l'infirmité (dans l'espèce, dix mille francs).

(1) Voir Arrêté royal du 21 février 1898, *Annales des Mines de Belgique*, t. III, p 368.

Pour la rétablir dans la situation où elle se serait trouvée pendant son existence, si l'accident n'était pas arrivé, il faut lui allouer un capital nécessaire, d'après les tarifs de la Caisse d'Épargne et de Retraite de l'État, pour lui assurer le revenu viager dont elle est privée.

MINISTÈRE PUBLIC ET PARTIE CIVILE C. D. ET CONSORTS ET SOCIÉTÉ L. ET C^{ie}

Attendu qu'il résulte des débats et notamment des dépositions de MM. Quannonne et Deffernez, Inspecteurs du travail, que l'emploi des lampes dites « crassets » remplies de pétrole, usitées dans les établissements des prévenus, est éminemment dangereux; que le danger de ce système était encore aggravé dans l'espèce par le fait que la lampe qui a causé les accidents n'était pas pourvue d'un couvercle convenablement ajusté;

Qu'ainsi, outre les dangers d'inflammation directe pouvant provenir de ce que la flamme, sous l'action de l'air, venait lécher le pétrole se trouvant dans le crasset découvert, on pouvait ainsi enflammer les vapeurs de pétrole se dégageant par l'action de la chaleur de la lampe; il suffisait du moindre choc pour renverser ces lampes, embraser le pétrole répandu et exposer ainsi les ouvriers appelés à s'en servir, aux plus graves dangers;

Attendu qu'il a été établi que l'un de ces crassets s'était renversé :

a. En ce qui concerne C., par suite d'un choc produit par le heurt de l'épaule contre une de ces lampes suspendues dans des salles de l'usine;

b. En ce qui concerne Q., par le choc d'une brouette que conduisait un sieur V., que Q., était chargé d'éclairer ;

Que par suite de ces chocs, le pétrole s'étant répandu, a fait explosion et grièvement brûlé les victimes ;

Attendu que les prévenus objectent vainement que l'emploi de ce système de lampes dites « crassets » n'est pas prohibé par les règlements; qu'en effet, la disposition de l'art. 420 du Code pénal comprend toute espèce d'imprudences ou de manque de précaution, même celles qui ne sont pas prévues expressément par les règlements;

Que le devoir des patrons, spécialement vis-à-vis des jeunes ouvriers, n'est pas limité par les règlements, mais comprend toutes les obligations de la prudence normale du bon père de famille ;

Attendu, enfin, que les prévenus allèguent que ce procédé d'éclai-

rage est encore usité dans d'autres ateliers similaires; que le fait fût-il exact, il serait inopérant, la faute des uns ne pouvant légitimer celle des autres ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que la prévention d'avoir, par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement fait des blessures : a) le 9 janvier 1897 à C. ; b) le 11 janvier 1897 à Q., est établie à charge des inculpés D. et consorts ;

Attendu qu'il est établi par la même instruction que les quatre prévenus ont, à Gosselies, en janvier 1897, étant chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants, sciemment contrevenu à l'art. 6 de la loi du 13 décembre 1889, en employant au travail, après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin, Q., âgé de moins de 16 ans accomplis ;

Que les trois premiers ont, en outre, négligé de signaler à l'inspecteur du travail compétent, deux accidents survenus, le premier à C., le 9 janvier 1897, le second à Q., le 11 janvier 1897, et de nature à occasionner une incapacité de travail de huit jours ;

Attendu, toutefois, que les faits du 9 et du 11 janvier, étant l'exécution continue d'une même intention et d'une même situation, il y a lieu de ne faire application que d'une seule peine ;

Quant à la demande de la partie civile :

Attendu que par les motifs ci-dessus indiqués, elle est recevable et fondée vis-à-vis des prévenus D. et consorts et vis-à-vis de la Société L. et C^{ie}, composée de ces trois personnes ;

Attendu qu'il échet de rechercher quel est le dommage subi par la partie civile ;

Attendu que Q. était âgé de 13 ans au moment de l'accident ; qu'il gagnait deux francs par jour, ce qui porte en moyenne à 600 francs la somme qu'il pouvait toucher par année ;

Attendu qu'il aurait pu, normalement, comme ouvrier émailleur, gagner plus tard fr. 4.50 par jour ; que, toutefois, il est équitable de ne prendre pour base, pour établir le dommage subi, ni le salaire le plus haut, ni le salaire le plus bas, mais une moyenne comprenant l'ensemble des salaires auxquels l'état de santé de la victime, ses aptitudes, le développement normal de la branche d'industrie dans laquelle il travaillait, lui permettraient légitimement de prétendre ; de tenir compte des éventualités de nature à réduire le salaire, telles que le chômage, accidents, maladies, etc. ; de considérer encore que,

d'après la déclaration des médecins, si la victime a dû subir l'amputation de la jambe et se trouve dans un état de santé précaire, elle pourra encore néanmoins se procurer certaines ressources par un travail approprié à son état ;

Attendu que dans ces conditions on peut équitablement fixer à la somme de 700 francs le préjudice souffert annuellement par la victime ;

Attendu que pour rétablir celle-ci dans la situation où elle se serait trouvée pendant son existence, si l'accident n'était pas arrivé, il faut lui allouer un capital nécessaire pour assurer un revenu viager de 700 francs ;

Que la victime étant âgée de 13 ans, il faut, d'après le tarif de la Caisse d'épargne et de retraite de l'État pour obtenir semblable revenu, lui allouer un capital de 15,646 francs ;

Attendu qu'outre le préjudice matériel qui vient d'être évalué, il importe de considérer les souffrances physiques que la victime a endurées et qui, dans l'espèce, ont été très grandes, ainsi que la situation malheureuse que lui crée l'état d'infériorité physique auquel elle se trouve réduite ; que l'on peut fixer ce préjudice à la somme de 10,000 francs, en ce compris le chef d'indemnité ci-après établi ;

Attendu, en effet, que les parents ont également droit à une indemnité ; qu'il doit non seulement leur être tenu compte des frais et débours faits, mais aussi du dommage moral souffert, de l'affliction occasionnée et du trouble apporté dans la famille ; que la somme de 400 francs réclamée de ce chef n'est pas exagérée ;

Par ces motifs, condamne les trois premiers à deux amendes de 26 francs chacune, pour ne pas avoir signalé les accidents survenus à C. et Q. ;

Chacun à 15 francs et 50 francs pour blessures involontaires ;

Tous quatre à 50 francs d'amende pour contravention à l'art. 6 de la loi du 13 décembre 1889, avec sursis de 3 ans ⁽¹⁾ ;

Statuant sur les conclusions des parties civiles :

Déclare l'action recevable et fondée vis-à-vis des prévenus D. et consorts et de la Société L. et C^{ie} ;

Condamne, en conséquence, conjointement et solidairement les prévenus, à payer aux parties civiles la somme de 25,646 francs ;

(1) La Cour d'appel de Bruxelles a, par son arrêt du 1^{er} mars 1898, confirmé le jugement en ce qui concerne le danger de l'emploi des " crassets. „

Les condamne aux intérêts judiciaires des sommes ci-dessus et aux frais et dépens envers les parties civiles ;

Donne acte aux parties civiles de ce qu'elles se réservent de réclamer ultérieurement de nouveaux dommages-intérêts pour le cas où le préjudice actuellement appréciable viendrait à s'aggraver.

TRIBUNAL DE CHARLEROI

2 février 1898.

ACCIDENT DU TRAVAIL. — PATRON. — OUVRIER ADULTE. —
DEVOIRS RÉCIPROQUES.

Il est pratiquement impossible d'exiger de l'industriel qu'il transforme constamment ses installations pour adopter, au jour le jour, tous les perfectionnements qui peuvent se réaliser, alors que ces installations ne présentent aucun danger spécial en elles-mêmes.

Il n'est pas possible que le patron soit tenu de protéger des ouvriers adultes et expérimentés contre leur imprudence ou leur imprévoyance la plus légère.

V. C. C. SOCIÉTÉ DE M.

Attendu qu'il n'est nullement démontré que les installations du haut-fourneau où s'est produit l'accident fussent défectueuses, ou spécialement dangereuses; que cette conséquence ne saurait être induite nécessairement de ce que la défenderesse possédait une installation similaire plus perfectionnée ;

Attendu qu'il est pratiquement impossible d'exiger de l'industriel qu'il transforme constamment ses installations pour adopter, au jour le jour, tous les perfectionnements qui peuvent se réaliser, alors que, comme dans l'espèce, ces installations ne présentent aucun danger spécial en elles-mêmes, comme il n'est pas possible non plus que le patron soit tenu de protéger des ouvriers adultes et expérimentés contre leur imprudence ou leur imprévoyance la plus légère ;

Attendu qu'à l'époque de l'accident du demandeur, il était âgé de